



Monsieur Fernand Etgen
Président de la
Chambre des Député-e-s
Luxembourg

Luxembourg, le 5 mars 2021

Monsieur le Président,

Par la présente et conformément à notre règlement interne, je me permets de poser une question parlementaire à Madame la **Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes** et Monsieur le **Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire** concernant **la pause d'allaitement**.

L'article L.336-3 du Code du travail donne droit à des pauses d'allaitement de l'ordre de 2x45 minutes par jour pour une salariée à plein temps et 1x45 minutes pour une salariée à mi-temps. Ceci est en ligne avec les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé, qui favorise l'allaitement maternel exclusif les premiers 6 mois de vie du bébé et la continuation de l'allaitement jusqu'à 2 ans et plus, accompagné d'aliments complémentaires adéquats.

Dans la pratique, beaucoup de femmes sont confrontées à des situations où le patron est réticent de leur accorder ce droit. Pour le patron, les modalités de la mise œuvre de cette disposition du Code du travail ne sont pas toujours claires.

Dans ce contexte, je voudrais obtenir les renseignements suivants de la part des Ministres :

1. **Les Ministres disposent-ils de chiffres sur le recours à la pause d'allaitement selon secteurs d'activité économique ? Si non, ne serait-il pas opportun de mener une étude concernant les questions et difficultés liées au droit d'allaitement des salariées dans le monde du travail ?**
2. **L'Inspection du travail et des mines dispose-t-elle de chiffres sur le nombre de réclamations impliquant la pause d'allaitement ?**
3. **La prise en charge des coûts salariaux de la pause d'allaitement par l'État, telle qu'elle se trouve déjà en place pour une partie du congé de paternité et le congé parental, ne serait-t-elle pas une piste pour « désamorcer » des conflits potentiels entre salariées et patrons ?**
4. **Comment les Ministres entendent-ils mieux encadrer et faciliter l'accès à ce droit ? Quelles sont les recommandations émises à l'égard des employeurs en ce qui concerne l'aménagement d'un espace ~~pièce~~ mis à la disposition des femmes allaitantes afin qu'elles y puissent exprimer leur lait maternel ?**

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les meilleures.

François Benoy
Député



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Égalité entre
les femmes et les hommes

No/réf : 5747 /mar
Affaire suivie par Maryse Fisch
Tel : 2478 5825

REÇU
Par Christine Wingen, 11:36, 31/03/2021

Monsieur Marc Hansen
Ministre aux Relations avec le Parlement
Service central de législation
Luxembourg

Luxembourg, le 31 MARS 2021

Concerne : Question parlementaire no 3782 de l'honorable député Monsieur François Benoy

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, en annexe, la réponse commune du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes et du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire à la question parlementaire sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes salutations distinguées.

Taina Bofferding
Ministre de l'Égalité entre les
femmes et les hommes

Réponse commune de la ministre de l'Égalité entre femmes et hommes Taina Bofferding et du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire Dan Kersch à la question parlementaire n° 3782 de l'honorable Député François Benoy

Les pauses allaitement permettent aux mères de concilier une reprise du travail tout en pouvant disposer de temps pour continuer à allaiter leur enfant si elles le souhaitent. Ce dispositif est une mesure dans le sens d'un bon équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Actuellement, l'ITM ne dispose pas de chiffres sur le recours à la pause d'allaitement selon les secteurs d'activité économique.

Alors que les entreprises se disent de plus en plus soucieuses du bien-être de leurs salarié-e-s, notamment dans l'optique d'une rétention des talents, il serait effectivement avisé de la part des fédérations patronales d'encourager les entreprises à davantage tenir compte de ces pauses allaitement.

En ce sens, il s'agit d'abord de renforcer la prise de conscience générale pour reconnaître et offrir cette possibilité de pause.

Au cours des années 2016 à 2021 (jusqu'au 8 mars 2021), les nombres de demandes d'informations suivantes en matière de temps d'allaitement ont été adressées à l'ITM et les nombres de plaintes suivantes pour la même matière ont été déposées à l'ITM :

Année	Demandes d'informations	Plaintes
2016	112	2
2017	112	1
2018	151	0
2019	157	0
2020	136	0
2021 (jusqu'au 8 mars 2021)	30	0

Actuellement, les dispositions prévues aux articles L. 336-1 à L. 336-3 du Code du travail ne prévoient pas que l'employeur est tenu de mettre un local à la disposition de la femme allaitante afin que cette dernière puisse y allaiter son enfant.

Dans l'optique d'un environnement de travail inclusif et afin de soutenir l'activité professionnelle des femmes et des hommes, le gouvernement encourage en tout cas vivement les entreprises et les départements des ressources humaines à déployer des moyens pour répondre aux différents besoins des salarié-e-s.

A travers son programme Actions Positives, le ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (MEGA) accompagne d'ailleurs les entreprises pour se donner de bonnes pratiques et renforcer leurs dispositifs pour assurer le bien-être des femmes et des hommes au travail.